



Origines contrôlées, ça bouge encore, affiche imprimée, Tactikollectif, 2004.

ARTISTES, HISTORIENS, MÊME COMBAT

Ce ne fut pas simple, mais il a fallu se rendre à l'évidence : les immigrés ne rentreraient pas chez eux. Le mythe du retour a volé en éclats, dans les années 80, avec l'émergence de la *seconde génération* de l'immigration sur la scène publique. La Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983 en a été la meilleure illustration. Il a fallu alors faire le constat, douloureux pour la *première génération*, difficile pour la société, que des Français *imprévus* frappaient à la porte de l'égalité des droits et de la citoyenneté.

Dans les derniers chapitres de cet ouvrage (1983-2013), la généalogie des mouvements de luttes politiques qui favoriseront l'empreinte culturelle est bien identifiée. Dans les années 80, nous sommes au lendemain des conflits dans l'automobile et après l'arrivée de l'union de la gauche au pouvoir en 1981. C'est à ce moment que les « quartiers » commencent à se faire entendre, en 1983 avec la Marche, en 1984 avec Convergence 84 – qui est organisée en reprenant le slogan de 1983 : « *La France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange.* » Des quatre coins du pays, les départs auront lieu... en mobylette. Ces initiatives vont accompagner et révéler l'émergence d'innovations culturelles et associatives. Celles-ci structurent encore aujourd'hui le paysage associatif, culturel et militant. Bien que les marcheurs n'aient pas omis de rendre hommage aux victimes du massacre du 17 octobre 1961, la « revendication mémorielle » n'est alors pas centrale. C'est bien d'une volonté d'intervention politique qu'il s'est agi. À aucun moment, on ne retrouve dans les mots d'ordre des militants de cette *seconde génération*, une référence à la nécessité d'un travail ou d'un devoir de mémoire ou d'histoire. L'exigence est alors politique et sociale : égalité des droits !

L'histoire de l'immigration est progressivement devenue un enjeu politique, scientifique mais aussi culturel, artistique... et patrimonial. La reconnaissance de ces patrimoines est désormais une question majeure, pour ces Français héritiers de l'immigration, qu'ils soient Algériens, Guadeloupéens, Sénégalais ou Arméniens... Dans cette génération, certains sont devenus

parents, et leur disposition d'esprit se situe entre héritage et transmission. Cette dimension n'est pas à négliger, car il y a une urgence à rendre hommage aux premiers immigrés et à leur témoigner de la reconnaissance : pour tous les descendants de l'immigration (enfants, petits-enfants et leurs successeurs), mais singulièrement pour ceux qui ont été actifs politiquement, se résoudre à accepter l'image d'une cohorte de bras, simple force de travail, paysans sans terre, réfugiés silencieux, la chair à canons est inacceptable, parce qu'injuste et fautive. Nous voulons en finir avec « le silence des pères et des mères » et avec le stéréotype des « Chibani-a-s » (les ancienn-e-s), soumis et murés dans le silence, incapables de transmettre aux générations suivantes.

Mais cette dimension émotionnelle n'est pas exclusive : au fur et à mesure que croît l'intérêt pour l'histoire de l'immigration, il apparaît évident que l'on ne peut se contenter d'un récit officiel. Cette histoire est plus complexe, plurielle, diverse qu'on me la résume trop souvent. Elle est tout à la fois culturelle, force de travail, combattante et politique. Tout en se nourrissant des travaux des historiens et des sociologues, en y participant, une idée s'impose : et si l'immigré n'était pas seulement l'objet d'une histoire, mais aussi son sujet ?

Insensiblement, l'idée de la contribution à l'histoire de l'immigration des premiers concernés fait son chemin, même si cette contribution doit contredire les récits officiels ou académiques. Cette nécessité d'un renversement du regard, comme le propose cet ouvrage collectif, doit d'ailleurs s'appuyer sur le temps long, puisque la construction des stéréotypes, issue des relations que la France a entreprises avec le monde arabo-oriental, a bien souvent précédé l'immigration de masse et la présence des travailleurs. On découvre même ici qu'elle est *précoloniale* : cette histoire du regard commence au VIII^e siècle, avec les Croisades et avec ces premiers contacts dont — aujourd'hui — le grand public ignore tout. Pourtant, là aussi, s'écrit une histoire commune, là aussi les parcours se croisent et s'entrecroisent.

L'immigration interroge le patrimoine. L'articulation est complexe et loin d'être évidente. Dans sa version la plus communément admise, le patrimoine est national. Dans l'imaginaire collectif, le patrimoine est un

réfèrent partagé. Ce livre aux multiples facettes, qui retrace sur le long cours les liens de la France avec le monde arabo-oriental (d'Anatolie aux rives de l'Atlantique, du Yémen à la baie d'Alger) et ce, bien avant la colonisation et l'immigration, prouve l'appartenance de l'histoire de l'immigration au patrimoine. Cet ouvrage propose une construction patrimoniale par le bas, tenant compte aussi bien de la diversité culturelle que de celle des monuments historiques (produite par le haut, et renvoyant à l'identité nationale et aux élites).

En 2007, le débat politique qui a associé immigration et identité nationale (deux ans après le débat sur le « rôle positif » de la colonisation et la révolte dans les quartiers populaires de 2005), a démontré à quel point l'immigration, l'étranger, l'Autre sont encore vécus par certains comme une menace pour l'« intégrité identitaire » d'un pays fantasmé. À notre niveau, à Toulouse et dans toute la France, avec le Tactikollectif et la démarche d'Origines contrôlées, notamment avec le travail artistique et culturel qui nous mobilise sur les questions d'histoire et de mémoire, c'est bien du rapport à la société française et à sa mémoire collective, à son histoire, dont il est question.

Écrire cette histoire, c'est dire sa place dans l'histoire nationale, mais c'est aussi interroger le présent. Cet ouvrage s'inscrit dans cette démarche et dans cette volonté que les premiers concernés — les immigrés eux-mêmes (et leurs héritiers) — doivent pouvoir se reconnaître dans cette histoire et s'interroger sur leur contribution à l'élaboration de ce récit. Le choix qui est le nôtre a toujours été de traiter des expressions culturelles et des mobilisations collectives ou des luttes de l'immigration, autant que des apports des travaux scientifiques. C'est dans ce croisement que nous pouvons interroger le présent et engager une réflexion sur le futur.

Alors que le sujet du patrimoine culturel et de l'histoire politique de l'immigration est à l'ordre du jour des débats politiques, c'est en tant qu'artistes et acteurs culturels que nous pensons nécessaire de nous positionner. C'est, par exemple, en se fondant sur notre propre expérience de vie et en puisant dans la mémoire familiale, que sont exhumés les artistes favoris d'un père mélomane. C'est en

écoutant des cassettes dans la voiture, à longueur de kilomètres sur la route des vacances au *bled*, ou en nous imposant le rituel de *Mosaïques*, l'émission télé des immigrés, le dimanche matin, pour accéder aux rares passages télévisés de ces chanteurs, que les parents ont imprégné leurs enfants de cette musique, de ce patrimoine, de cette histoire. Vingt ans plus tard, c'est la découverte du contenu et du sens de ces chansons qui bouleverse notre regard sur les anciens, et la révélation, pour le moins incongrue, que ceux-ci ont été jeunes. C'est cela qui « revient à nos mémoires » : « *Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, si j'dois vous dire adieu, Sachez bien que mes aïeux ont combattu pour la France ; ont combattu pour la France bien avant la résidence.* » Lorsque Slimane Azem chante *La résidence* dans les années 70 — une chanson qu'il avait composée en français et en kabyle pour être compris de tous —, c'est déjà pour y dénoncer les conditions de délivrance des titres de séjours.

La (re)découverte de ce sens nous autorise à mieux comprendre cette première génération : sous des dehors effacés, elle aussi a pu s'emparer de l'expression artistique comme moyen d'expression. Notre volonté est aussi de lui témoigner de la reconnaissance, reconnaissance proclamée sur scène : « *dédicace à ceux qui ont eu le courage de tenter l'aventure de l'immigration.* » D'ailleurs, à l'écoute plus attentive de ces chansons, c'est une esthétique de l'exil qui est mise au jour, à l'image d'un artiste comme Cheikh el-Hasnaoui, le pionnier de ces artistes immigrés, qui, dans les années 40, a intégré des rythmes latino-américains au contact de musiciens cubains présents à Paris.

La rencontre avec ces musiciens « de l'histoire » nous permet de travailler la langue des chansons. En effet, nés en France, nous ne maîtrisons pas très bien la langue de nos aînés, si ce n'est pour un usage domestique. Nous n'avons pas, ici, évoqué la question de la langue, or c'est pourtant un enjeu majeur lorsque l'on interroge ce patrimoine. De fait l'arabe, le berbère et le français sont les langues de ces chansons, mais le « francarabe » ou le « frankabyle » étaient aussi des combinaisons possibles. En insinuant que ces chansons sont une histoire française, on induit que ces langues de l'immigration le sont aussi. On sait la difficulté de la tradition républicaine avec la diversité linguistique.

Le statut des langues de l'immigration reste à définir dans ce pays, qui considère la pratique de la langue nationale comme un facteur et une preuve d'intégration. À propos de la chanson *Adieu la France* de Mohamed Mazouni, présente sur l'album *Origines contrôlées, chansons de l'immigration algériennes*, Hakim précise : « *Mazouni, c'est aussi pas mal de chansons avec du français qui se mêle à l'arabe, mais sa langue c'est l'algérien, un vrai brassage de français, d'arabe, de berbère, de sabraoui qui en fait une langue si particulière. On a fait la reprise naturellement, sans l'accent arabe qu'il y mettait, ça crée un décalage. L'actualisation se fait parfois avec peu de chose.* »

Nous écrivions à cet égard en 2007 que, pour nous, « *aborder ce patrimoine culturel que sont les chansons de l'immigration, ce n'est pas une affaire nostalgique. En tant qu'héritiers de l'immigration, ce travail doit contribuer à modifier le regard porté sur l'immigration et son histoire... L'immigration n'est pas un désert culturel et politique contrairement à la caricature de certains discours sur la nature ethnique des questions d'identité. L'identité n'est pas figée, elle est en mouvement depuis la nuit des temps, dire qu'il suffit de se ranger derrière un drapeau pour répondre à cette question est un sacré mensonge. Ces chansons sont une partie de l'histoire de l'immigration de ce pays, elles sont le reflet d'une parole qui a déjà été prise depuis bien longtemps, parce qu'elles viennent de là, ce sont des chansons de France. [...]* Notre rôle est aussi d'être un passeur du patrimoine culturel de l'immigration, impressionnant par son ampleur et sa diversité ».

La transmission mémorielle et patrimoniale relève d'un travail de restauration symbolique. Les acteurs se chargent eux-mêmes d'effectuer ce travail de réparation, en imposant dans le récit le point de vue des premiers concernés. Avec la démarche sur les chansons de l'immigration, il s'agit bien sûr d'une adresse à la société française, mais aussi aux héritiers de l'immigration. Un véritable appel à la réappropriation.

Avec le travail des historiens et des sociologues, il s'agit de redonner du sens à plusieurs siècles de récits, d'images et de présences. Au croisement de ces courants, une culture et une histoire semblent s'écrire ensemble. Tout peut alors commencer...